



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°10 – du 3 au 9 mars 2023

## En bref

- La Banque d'Angleterre (BoE), la *Financial Conduct Authority* (FCA), la *Prudential Regulation Authority* (PRA) et le *Payment Systems Regulator* (PSR) ont [conclu](#) un protocole d'accord (MoU) qui définit leur cadre de coopération sur les systèmes de paiement au Royaume-Uni.

- Pour soutenir ses capacités internes en vue de la création d'un *pound* digital, la BoE cherche à recruter de nouveaux collaborateurs.

- Sur 97 Md£ consacrés aux dispositifs de chômage partiel déployés pendant la pandémie de COVID-19 au R-U, le coût des erreurs et de la fraude est estimé à 4,5 Md£.

## Actualité macro-économique

**Le Chancelier pourrait annoncer de nouvelles mesures de soutien à l'investissement lors du prochain budget le**

### LE CHIFFRE À RETENIR

54,6

L'indice S&P / CIPS PMI de la construction augmente de 6,2 pts entre janvier et février.

- Les montants de l'aide à la garde d'enfants étant gelés depuis 2005-06, leur valeur réelle a considérablement diminué. Alors qu'en 2016, les subventions pouvaient couvrir jusqu'à 33 heures de garde d'enfants, elles ne permettaient de financer que 27 heures en 2022.

**15 mars afin de compenser les hausses de prélèvement obligatoires** – En avril prochain, le taux principal de l'impôt sur les sociétés passe de 19 % à 25 % et le taux du crédit d'impôt recherche pour les PME est également réduit de 14,5% à 10%. Le dispositif de « sur-amortissement » dont l'objectif était de stimuler l'investissement

des entreprises doit prendre fin à la même date. Ainsi, les fédérations professionnelles appellent le gouvernement à mettre en œuvre des mesures de soutien alternatives notamment au travers d'un nouveau régime de déductibilité des investissements de l'impôt sur les sociétés et d'une évolution du régime de crédit d'impôt recherche.

**76 M£ bloqués sur des comptes oubliés financeront des mesures de soutien à des individus surendettés et à des entreprises sociales pour réaliser des économies d'énergie** – 69 000 personnes ayant des difficultés financières devraient bénéficier de prêts sans intérêt (45 M£) et des centaines d'organisations caritatives et d'entreprises sociales recevront un soutien à hauteur de 31 M£. Depuis 2011, 892 M£ cumulés ont été débloqués dans le cadre de ce programme. En 2022, il a été annoncé que le programme serait élargi pour inclure les actifs dormants dans les secteurs de l'assurance et des fonds de pensions, de l'investissement, de la gestion de patrimoine et des valeurs mobilières, en plus des comptes de dépôts dormants des banques et des sociétés de crédit immobilier.

**Swati Dhingra, l'un des deux membres les plus dovish du comité de politique monétaire (CPM) s'exprime en faveur du maintien du taux directeur à 4 % lors d'un discours sur la crise du coût de la vie** – Membre externe du CPM depuis septembre 2022, celle-ci a toujours voté pour des relèvements de taux plus faibles que la majorité et depuis décembre 2022, pour le maintien du taux directeur à son niveau celui-ci s'élevant alors à 3,0 %. Elle estime que, compte tenu du peu d'indices indiquant une nouvelle inflation des coûts, la poursuite du resserrement constitue un risque important pour la production et l'objectif d'inflation à moyen terme. Selon elle, les preuves d'une spirale salaires-prix

imminente sont minces et la faiblesse de la consommation est la preuve que l'inflation diminuera bientôt de manière durable. Elle estime qu'« une stratégie prudente consisterait à maintenir la politique [monétaire] inchangée alors que les signes de relâchement des pressions externes sur les prix se multiplient, et ce afin d'être prêt à réagir à l'évolution des prix. Cela permettrait d'éviter un resserrement excessif ».

## Actualité commerce & investissement

**Le Royaume-Uni et le Canada arrêtent les modalités d'un partenariat sur les minéraux critiques** – Consécutivement à la déclaration politique de mars dernier, les deux pays ont signé une déclaration d'intention et de dialogue en vue de renforcer les chaînes d'approvisionnement sur les minéraux critiques. En parallèle, le gouvernement britannique a annoncé le lancement du programme « CLIMATES », doté d'un fond de 15M£, dédié au développement des travaux académiques et entrepreneuriaux sur les terres rares.

**Selon le dernier rapport de Make UK, les entreprises britanniques appellent à un renforcement des relations avec l'UE** – Saluant les efforts du gouvernement britannique pour résoudre les tensions avec l'UE avec la signature du cadre de Windsor, Make UK souligne que plus de 40% des opérateurs estiment que les crises politiques successives ont nui à l'attractivité britannique. Bien que l'UE soit restée le principal fournisseur de l'industrie manufacturière britannique (près de 27%),

près d'un cinquième des fabricants ont déclaré avoir constaté une baisse du nombre de leurs fournisseurs de l'UE au cours des 12 derniers mois, reflétant la prudence de certains fournisseurs européens vis-à-vis du marché britannique. Plus généralement, 93% des membres de *Make UK* considèrent que les chaînes d'approvisionnement resteront sous pression en 2023 et 2024.

**Le gouvernement britannique envisage de réduire le rôle de la *Trade Remedy Authority*, en charge de la défense commerciale post-Brexit (TRA) –** La ministre de l'économie et du commerce, Kemi Badenoch a annoncé vouloir modifier le fonctionnement de la TRA en octroyant au gouvernement davantage de pouvoir afin de prendre en compte les considérations d'intérêt général et « protéger l'industrie, les importateurs et les consommateurs britanniques ». Les modalités de cette révision n'ont pas été encore explicitées par le gouvernement.

**L'organisation patronale *Institute of Directors* appelle le gouvernement à stimuler les investissements verts –** En réaction à l'*Inflation Reduction Act* américain, 46% des membres ont déclaré être favorables à des actions concrètes du gouvernement en vue de lutter contre le changement climatique, et 36% de ceux-ci estiment qu'un plan d'actions est nécessaire pour stimuler les investissements. Par ailleurs, la *Federation of Small Businesses* a soumis au gouvernement la proposition d'octroyer des « bons d'achat » d'un maximum de 5 000 £ pour les petites entreprises afin de financer des solutions vertes en vue de réduire leurs émissions.

## Actualité financière

### 1. Réglementation financière et Marchés

La *Bank of England* a **annoncé** une surveillance accrue de LME Clear en réponse à la crise de mars 2022 sur les marchés de négociations du nickel – La BoE a examiné le fonctionnement de LME Clear au cours de la période qui a suivi les événements sur le marché du nickel en mars 2022, et ce afin de déterminer si des enseignements devaient être tirés en ce qui concerne la gouvernance et la gestion des risques. La BoE a ainsi identifié « plusieurs lacunes » quant aux mécanismes internes de LME Clear. En réponse à cette enquête, l'entreprise devra renforcer ses dispositifs de gouvernance, accroître l'indépendance de la gestion et de la gouvernance de la contrepartie centrale et améliorer sa gestion des risques au sens large. Pour renforcer la confiance sur la capacité de l'entreprise à gérer cette transformation, la BoE va nommer une personne qualifiée chargée de surveiller et d'évaluer de manière indépendante les progrès réalisés par LME Clear.

Suite à un **rapport** ayant montré des défaillances sur les données des marchés financiers de gros, la FCA va annoncer de nouvelles mesures pour résoudre les problèmes de concurrence identifiés – Ainsi, un nouveau rapport de l'autorité de régulation suggère que la concurrence dans certaines parties du marché de gros des données "ne fonctionne pas aussi bien qu'elle le devrait". Parallèlement à ses conclusions, la FCA a également lancé une étude plus large sur le fonctionnement de ce

marché. Cette [nouvelle étude](#) de marché examinera les problèmes de concurrence potentiels sur les marchés des indices de référence, des données de notation de crédit et des services de fournisseurs de données de marché, et déterminera si ces problèmes peuvent entraîner des coûts plus élevés pour les investisseurs, des décisions d'investissement moins efficaces et empêcher l'entrée de nouvelles entreprises. La FCA estime que l'accès équitable à des données commerciales est important pour l'ensemble du système financier et permet de prendre des décisions d'investissement plus efficaces et participe à la stabilité des marchés financiers.

## 2. Banques, assurances et audit

Dans une [lettre](#) adressée à H. Baldwin de la commission des finances de la chambre des communes, le gouverneur de la BoE alerte sur le risque accru de faillite des assureurs associé à la réforme britannique de Solvency 2 – Pour rappel, la réforme entend relâcher certaines exigences prudentielles. Le projet est actuellement analysé par les parlementaires britanniques qui doivent l'approuver avant que la PRA ne puisse proposer deux consultations techniques, en juin puis en septembre 2023. Selon A. Bailey, la réforme proposée pourrait libérer environ 14Mds£ durant la première année de mise en œuvre, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la probabilité annuelle de défaillance du secteur d'environ 0,1 point de pourcentage (atteignant ainsi 0,6%). Cet accroissement engendrerait ainsi une augmentation relative de la probabilité de faillite d'environ 20 %. Le gouverneur y réitère la préférence de l'autorité de régulation d'une modification du calcul du risque qui n'aurait pas autant accru ce risque selon lui. Enfin, selon A. Bailey, cette

augmentation nette du risque de faillite implique des complications au niveau du mécanisme d'indemnisation des consommateurs (FSCS), ce qui pourrait nécessiter le redimensionnement de ses ressources financières.

**L'agence de notation Fitch a [mis en garde](#) contre le risque d'impayés des détenteurs de *morgages* au Royaume-Uni** – Ce risque, plus important au Royaume-Uni que dans tous les autres pays développés selon Fitch, est accru avec la montée des taux d'intérêts, notamment suite au Mini-Budget de Septembre 2022. Selon l'agence, la proportion de propriétaires n'ayant pas remboursé leur prêt depuis plus de trois mois pourrait doubler en 2023 et atteindre 1,5 %.

**S. Woods, dirigeant de la Prudential Regulatory Authority, a été [interrogé](#) par la commission des finances de la chambre des communes dans le cadre de la réforme Solvency 2** – Interrogé à ce sujet, il a déclaré que les nouveaux pouvoirs de la BoE pour encadrer le secteur (stress-tests, responsabilité du management des assureurs, etc.) n'étaient pas suffisants par rapport aux risques posés par le relâchement des coussins prudentiels. Cependant, M. Woods a déclaré à la commission qu'il n'était pas suffisamment convaincu des risques pour suggérer aux députés de voter contre les modifications de Solvabilité II et qu'il n'envisageait pas de démissionner pour cette raison. Enfin, consulté sur la réforme du ring-fencing (séparation des banques de dépôts et d'investissements qui serait supprimée pour les plus petites banques), il a répondu qu'il accueillait favorablement cette réforme mais qu'il ne fallait pas abroger le régime entièrement.

**Les plans de scission de l'entreprise de conseil et d'audit EY sont suspendus** – Pour rappel, le projet de scission a été conçu pour libérer les consultants d'EY et une grande partie de sa branche fiscale des règles d'indépendance qui les empêchent de conseiller les clients d'audit de la société, ce que beaucoup considèrent comme un frein à la croissance de l'entreprise. Pour autoriser cette scission, l'entreprise doit soumettre le plan à ses 13 000 associés. Mais ce vote a été reporté à plusieurs reprises alors que l'entreprise tente de régler les différends sur les détails de la scission, dans un contexte de chute des valorisations boursières. Les tensions actuelles viennent de la branche située aux Etats-Unis, dans laquelle les règles sont plus souples et le chiffre d'affaires lié à l'activité fiscale est plus importante que dans les autres pays. Les auditeurs américains d'EY ont fait pression pour qu'un plus grand nombre de ses branches fiscales à l'étranger soient conservées au sein du cabinet d'audit afin qu'elles puissent travailler pour les filiales internationales de clients américains importants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)